La vraie réponse au choc démographique

Jean-Christophe Le Duigou

Secrétaire de la CGT, membre du Conseil d'Orientation des Retraites

Politique – revue européenne de débat n°5, mars 2003

Face aux évolutions qui sont désormais prévisibles se pose bien sûr un problème de répartition des richesses. Les sept syndicats l'ont clairement dit dans leur récente déclaration commune. Si demain on compte 50 % de retraités en plus et si l'on veut maintenir le niveau des pensions relativement au niveau de vie des actifs, ce n'est pas quatre mais au moins six points de PIB supplémentaires qu'il faudra consacrer aux retraites. Ce n'est d'ailleurs pas une « charge », comme le MEDEF a essayé encore récemment de nous le faire croire, puisque l'intégralité de cet argent retourne dans le circuit économique au bénéfice de l'activité. Et ce n'est pas en France que cette augmentation sera la plus importante, l'Allemagne ou l'Italie devant consentir un effort bien plus grand que le nôtre à l'horizon de vingt-cinq ou trente ans.

Suffit-il pour autant de dire que la croissance et un nouveau partage de la valeur ajoutée y pourvoiront ? Ce serait aller un peu vite en besogne même si les deux objectifs sont pleinement justifiés.

Le principal défaut de cette formulation est de laisser croire que les évolutions démographiques sont sans impacts sur l'économie. Ce qui n'est pas vrai.

Il est dangereux d'évacuer le « choc démographique » sous prétexte que les Libéraux en font le cœur de leur explication. Ne balayons pas l'argument d'un revers de main mais essayons de l'analyser. En quoi consiste-t-il ? Ce n'est pas d'abord l'allongement de la durée de vie, processus largement engagé depuis de longues années, qui pose le plus de problèmes immédiats, mais le départ massif à la retraite de la génération du baby-boom qui va commencer en 2005. Plus de deux cents mille départs supplémentaires par an ! Le contrecoup économique ne sera pas négligeable, la principale conséquence étant de conduire toutes choses égales par ailleurs à une croissance ralentie, donc à une moindre progression de la richesse disponible.

Les chiffrages sont à ce stade encore discutables. Mais pas les mécanismes qui sont quant à eux prévisibles. Moins de personnes qui produisent et plus d'inactifs, cela ne provoque bien sûr pas de baisse du niveau de vie absolue des uns et des autres. Par contre, nous allons connaître une moindre croissance du revenu par tête : + 1,5 % par an peut-être au lieu de 2 ou 2,5 %. Mais ce qui compte, du point de vue de la dynamique économique, c'est d'abord le changement de rythme : avec cette rupture, nous risquons, si rien n'est fait, de connaître une longue phase de croissance ralentie qui ne résorbera pas le chômage et qui rendra plus difficile le nouveau partage indispensable de la richesse. Toute proportion gardée, le choc économique induit est de la même ampleur que la brutale hausse du coût du pétrole dans les années soixante-dix.

Il y a deux manières d'y répondre et d'élever le niveau moyen de la richesse par tête.

La première est d'accroître massivement l'effort d'investissement afin de doper la productivité et la production par actif. C'est le choix américain avec un accroissement du capital par tête de plusieurs points par an ces quinze dernières années. Mais l'on mesure très vite les limites de cette stratégie au vu des contradictions dont souffre aujourd'hui l'économie américaine : la suraccumulation est là et le rendement de l'investissement en terme de productivité et de production baisse. Dans son premier rapport, le Conseil d'Orientation des Retraites a testé cette stratégie et montré que la

variable de la productivité du travail n'aurait en France qu'un faible impact sur les besoins de financement à long terme des régimes de retraite.

La seconde est de viser une hausse du taux d'activité, c'est-à-dire du nombre de personnes réellement au travail parmi la population potentiellement active. Chaque million supplémentaire de personnes en activité rapporte en moyenne un point de PIB au financement des retraites, un peu plus s'il s'agit de jeunes, un peu moins s'il s'agit de salariés plus âgés. Or, nous savons qu'aux 2,5 millions de chômeurs recensés et privés d'emplois s'ajoutent trois millions de personnes qui sont tout bonnement exclues du marché du travail bien que 80 % d'entre elles aient déjà travaillé. N'oublions pas non plus les centaines de milliers de femmes contraintes à du travail à temps partiel et qui souhaiteraient des postes à temps plein. Les possibilités d'accroître la population réellement active sont donc importantes.

Avant de penser au recul de l'âge de la retraite que refusent plus de huit Français sur dix, il y a lieu d'accroître le taux d'activité par des politiques de l'emploi adaptées, par des politiques de formation conséquentes et par une amélioration substantielle des conditions de travail. On peut rêver. Un accroissement de douze points du taux d'activité en France pour l'amener au niveau des États-Unis permettrait d'augmenter la production de 18 %, soit un niveau qui corrigerait aux la dérive du rapport population totale/nombre d'actifs due à l'évolution démographique.

Sans prétendre atteindre cet objectif en quinze ans, on comprend que face au choc démographique la priorité soit d'organiser un « contre-choc emploi ».

Le débat sur un meilleur partage de la valeur ajoutée ne peut pas nous faire esquiver cet enjeu crucial d'un nouveau plein emploi d'autant qu'il porte en lui-même une autre question décisive, celle du changement nécessaire dans le contenu même du développement de la productivité : une productivité fondée sur les capacités humaines et l'efficacité de la révolution informationnelle, c'est le nouveau défi auquel sont confrontées nos économies développées. En accroissant le nombre d'actifs et en rémunérant le développement des qualifications, on accroîtra la part des salaires dans la valeur ajoutée.

Le risque serait très grand de situer le débat du financement de la retraite sur le seul terrain de la redistribution. La distribution des richesses dépend avant tout de la manière de produire. Ne pas prendre cela en compte conduit inévitablement à un arbitrage se réduisant au face à face actifs/retraités. Avec le danger d'en rester à l'alternative entre l'augmentation des cotisations via l'augmentation des taux ou via l'allongement de la durée de cotisation exigée pour toucher une retraite à taux plein, ou la baisse des retraites en prolongeant la désindexation actuelle des retraites ou encore une fois en prônant l'allongement de la durée de cotisation au point que seule une minorité de salariés pourra toucher une retraite pleine et entière.

Rassurer en matière de retraite, demande de s'appuyer sur les travaux du Conseil d'Orientation des Retraites, d'explicitier le véritable diagnostic et de poser le problème structurel qui n'est pas d'abord financier mais qui est avant tout économique et social. Comment permettre aux jeunes, aux femmes, aux salariés les moins qualifiés, aux salariés âgés, d'accéder ou de se maintenir dans l'emploi ? Répondre à cette question, c'est mettre en chantier un véritable projet pour un nouveau plein emploi, sans lequel non seulement il n'y aura pas de réponse au financement des retraites, pas plus qu'à la crise des finances publiques, mais plus encore d'issue à la crise sociale et politique qu'ont révélée les échéances du printemps dernier.